

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Mercredi 31 mai sur TF1

LA TROUPE DES JACQUOUS

Dans le cadre d'une émission consacrée aux rencontres du théâtre amateur, une séquence de l'émission «A la bonne heure» à 18h sur TF1, sera consacrée à la troupe de marionnettes «Les Jacquous»

Editorial

Quelle fête ?

Dimanche, fête des mères.

De quelles mères veut-on parler ? Veut-on parler de ces ouvrières qui, avant d'être mères, connaissent les fausses couches provoquées par le travail à la chaîne ou aux presses ? De celles qui quittent à l'aube des enfants endormis qui devront aller seuls à l'école ou bien de celles que l'on croise les matins d'hiver, dès 6 h, poussant un landau vers les crèches ? Ce sont les mêmes qui sont obligées de ruser avec les inspecteurs de la Sécurité sociale et les contrôles patronaux pour soigner les enfants. Et quand l'angine du petit et la coqueluche de la fille sont guéries, c'est le chef qui vient leur reprocher des absences trop fréquentes.

Toutes ces mères qui sont des travailleuses auront droit, vendredi, à un cadeau ou à un goûter offert par le patron. Certaines pourront quitter le travail une heure plus tôt - pensez, c'est leur fête ! - ; à moins qu'elles n'aient fait partie de la dernière vague de licenciement, comme c'est le plus souvent leur lot. Ou bien s'agit-il des mères qui sont exclues des tâches sociales productives et que la société confine dans l'accomplissement des tâches domestiques ? C'est leur travail obscur et ingrat qui permet de subvenir aux besoins de la famille pour lesquels le salaire du mari s'avère bien souvent insuffisant.

Dans cette société capitaliste où les femmes sont exploitées, violées, battues, méprisées, sous-payées, humiliées, la fête des mères ressemble bien au sursaut de mauvaise conscience qui sert à mieux justifier l'état de fait.

On pourrait ajouter que dimanche, ce sera surtout la fête pour Moulinex, Arthur Martin et autres Orlane. Mais, de toutes les façons, ça ne change pas beaucoup puisque, pour les capitalistes, c'est fête tous les jours.

Il reste que dans beaucoup de foyers, s'exprimeront, ce jour-là, des sentiments vrais de reconnaissance et d'affection à l'égard de celles qui sacrifient tant d'elles-mêmes pour faire vivre une famille et élever des enfants. Des sentiments de respect aussi imposés par les luttes des femmes elles-mêmes.

Ces sentiments doivent nourrir et renforcer l'unité de tous les exploités qui permettra d'en finir avec l'exploitation et l'oppression, et en premier lieu, celle des femmes. Alors oui, ce sera la fête.

Pierre MARCEAU

ONU : LES 2 SUPERGRANDS SUR LA SELLETTE

• Voir aussi page 8 : Giscard à la session de l'ONU sur le désarmement

L'Assemblée générale de l'ONU sur le désarmement qui vient de commencer ses travaux revêt une extrême importance. Non pas tant par les décisions immédiates qu'elle risque d'adopter que par le caractère de tribune internationale où seront dé-

noncés massivement et fermement les préparatifs de guerre accélérés des deux superpuissances et notamment de l'URSS.

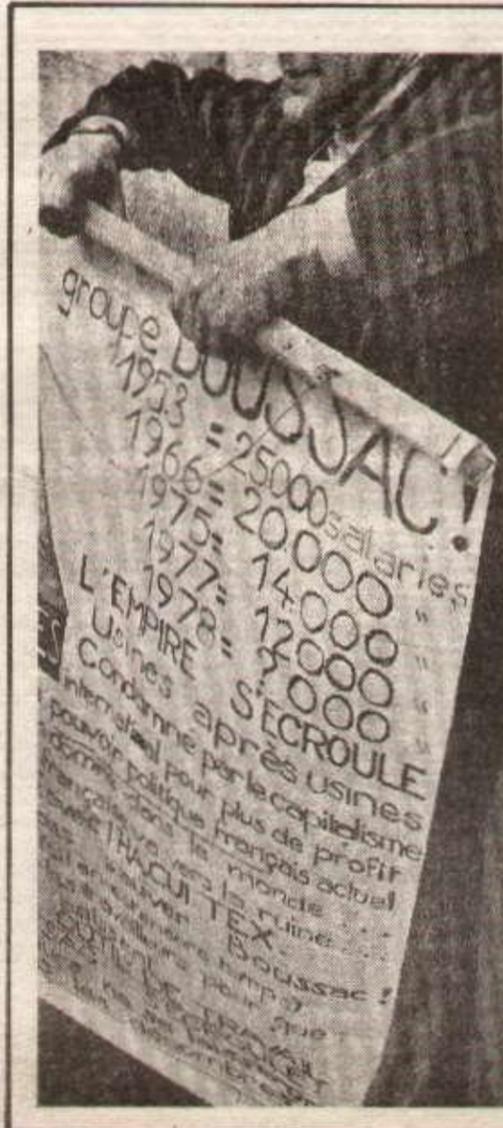
Sur les milliards dépensés chaque année dans le monde pour la fabrication d'ar-

mements nouveaux, 1/3 sont dépensés par l'URSS, 1/3 restant revient, certes inégalement, à tous les autres pays du monde réunis. Voilà bien, en un simple pourcentage, révélé le caractère de superpuissance de l'URSS et des USA. Voilà

aussi qui révèle l'apreté de leur rivalité pour la domination du monde.

Cela ne les empêche pas, l'URSS surtout, de parler abondamment de désarmement et de paix.

(Suite page 2)



La colère des Vosges

Depuis 25 ans, 141 usines textiles ont fermé leurs portes dans les Vosges et 96 autres ont disparu. Aujourd'hui avec les licenciements chez Boussac, dont on attend le dépôt de bilan d'un jour à l'autre, c'est la colère qui déborde. La liquidation de Boussac signifierait 4 000 licenciements supplémentaires dans une région que les capitalistes laissent exsangue après y avoir exploité férocement des générations d'ouvriers.

Vendredi 26 mai, c'est la journée de lutte de toute la population laborieuse : 24 heures de grève dans tout le département villes-mortes, manifestations, meeting et un grand rassemblement à Épinal. « Vivre et travailler dans les Vosges » : tel est le cri de colère qui

s'élève de toute la région, un cri que les dernières promesses de Barre sur la « priorité à l'emploi dans les Vosges », ne réussiront pas à calmer.

Organisée à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO, de la FEN, la mobilisation rencontre un très large écho. En témoignent les prises de positions de personnalité religieuses du département, comme cet appel d'éclésiastiques, à « ne pas se résigner », « à être solidaire en actes et non en paroles » contre une « politique d'abandon uniquement fondée sur le profit ».

Le tocsin sonnera ce vendredi dans tous les bourgs des Vosges. Tous se rassembleront pour la lutte, une lutte qui, pour aboutir, devra se développer au-delà des protestations.

Rouen : la police agresse les grévistes

Rouen, 25 mai - Six grévistes ont été blessés, dont un grièvement, au cours des affrontements qui ont opposés mercredi les ouvriers en grève du chantier de la centrale nucléaire de Paluel (Seine-Maritime) à la police.

La quasi-totalité des salariés de l'entreprise « Génie-civil », qui emploie 900 personnes sur le chantier de la centrale, sont en grève depuis le 10 mai dernier pour obtenir l'ouverture de négociations sur les conditions de travail, les salaires et les primes de déplacement.

Ce sont les piquets de grève tenus par les grévistes, qui ont été brutalement attaqués et pour la deuxième fois par les flics.

● ZAIRE

Un des objectifs des agresseurs

Ruiner l'économie du pays

La situation demeure toujours confuse à Kolwezi où des accrochages opposent toujours les paras français à des Katangais dispersés dans la périphérie de la ville.

Ces derniers continuent à refluer en désordre vers la frontière zambienne. Cette situation a suscité l'inquiétude du gouvernement zambien qui a commencé de réagir en fermant sa frontière avec le Zaïre. Plusieurs échanges de coups de feu ont eu lieu entre les troupes zambiennes et des Katangais faits prisonniers à l'occasion de ces incidents ont été expulsés aussitôt vers le Zaïre, ce qui prouve que, manifestement, ils sont indésirables partout.

LE CUIVRE : 60 % DES RESSOURCES

A Kolwezi-même, la vie reprend lentement. Un des buts du raid des mercenaires katangais et de leurs patrons soviéto-cubains, la désorganisation de l'économie zairoise, a été partiellement atteint. Les experts occidentaux estiment qu'il faudra au moins 6 mois avant que les mines de cuivre dont les installations ont été saccagées, puissent recommencer à tourner. Pourtant déjà des ouvriers zairois de la principale d'entre elles, la « Gecamine », ont repris le chemin de la mine pour commencer à remettre les installations en état.

Le cuivre, principalement concentré dans la région du Shaba, représente la principale richesse du Zaïre et 60 % de ses ressources en devises. Voilà qui explique la sauvagerie avec laquelle les agresseurs se sont acharnés à détruire les installations minières. En aggravant les problèmes économiques du Zaïre, déjà très importants, ils espéraient certainement accroître la difficulté d'existence du peuple et donc, son mécontentement contre le régime zairois pour tenter de l'utiliser au profit des ambitions de Mos-

cou sur le pays.

L'incertitude demeure aussi sur la durée de la présence des paras français à Kolwezi. Plusieurs déclarations officielles laissent entendre qu'ils pourraient rester jusqu'à ce que la force de sécurité inter-africaine, envisagée au sommet franco-africain, puisse les relayer.

L'agence soviétique Tass, qui fait décidément preuve d'un franc cynisme, n'a pas craint de publier une dépêche selon laquelle les massacres commis à Kolwezi, y compris contre des Européens, seraient imputables aux paras français et belges. Elle les a en effet accusés de « s'être livrés à Kolwezi et dans d'autres villes du Shaba à un véritable carnage en vue de rejeter par la suite la responsabilité des meurtres massifs de Blancs sur les rebelles ».

CONFIANCE DANS LE PEUPLE

Ses mensonges grotesques précédents ont déjà provoqué une démarche officielle de protestation de l'ambassadeur de France à Moscou.

Elle s'en est également pris avec fureur à la République populaire de Chine, qualifiant le président Houa Kuo-Feng de « dictateur pékinois complice du racisme et du néo-colonialisme ».

Un tel flot de calomnies n'a pas empêché le gouvernement chinois de condamner à nouveau très fermement « l'invasion soviéto-cubaine au Zaïre ». Dans un message adressé au chef de l'État zairois, le président Houa réaffirme sa « ferme conviction que le peuple zairois remportera la victoire finale dans sa juste lutte contre l'agression ».

UNE BROCHURE A LIRE ET A RELIRE

Aux lendemains de la première agression social-impérialiste russe contre le Zaïre, en mai 1977, des communistes marxistes-léninistes zairois publiaient une brochure intitulée : « Zaïre, poursuivre fermement la lutte contre le social-impérialisme russe et ses laquais ».

Celle-ci reste importante aujourd'hui pour comprendre correctement les derniers éléments de la situation qui se développe au Shaba.

Au sommaire :

- La situation internationale

- Le Zaïre :

* Une tradition de résistance

* Le social-impérialisme russe, ennemi le plus dangereux de notre peuple.

* Pour un parti marxiste-léniniste du Zaïre.

Commandez-la aux Éditions APN, aux librairies « Les Herbes sauvages » (Paris) ou « La Force du livre » (Lvov). L'exemplaire : 3 F.

Session de l'ONU sur le désarmement

Les superpuissances sur la sellette

(Suite de la page 1)

Jusqu'ici, toutefois, les deux superpuissances ont soigneusement maintenu leur tutelle sur les structures réunies pour en discuter : les conférences de Genève et de Vienne qui se tiennent depuis bientôt quinze ans sous la co-présidence américano-soviétique. L'actuelle assemblée générale de l'ONU brise ce monopole. A l'ONU, désormais, les deux superpuissances doivent affronter les points de vue, les aspirations, les volontés des pays petits et moyens, et particulièrement des pays du tiers monde. C'est d'ailleurs à la demande expresse des pays non-alignés que s'est tenue cette assemblée générale. Une nouvelle fois, elle se transformera en tribune d'accusation des agissements hégémoniques des deux superpuissances. L'hypocrisie de leurs discours pacifiques et de leur course effrénée aux armements y sera dénoncée, comme leurs pressions, chantages, ingérences, agressions multiples contre les pays petits et moyens.

DES VOIX S'ÉLEVENT

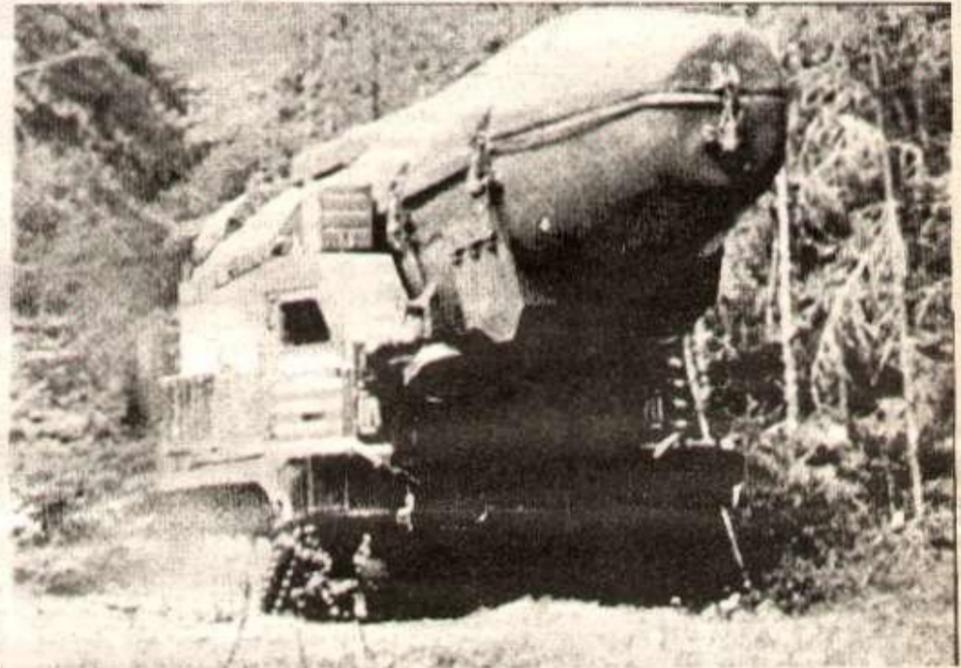
L'URSS particulièrement se trouvera sur la sellette, du

fait de sa continuelle agression contre les peuples du continent africain notamment. Les armes soviétiques sont actuellement largement utilisées dans le monde contre les intérêts des peuples qui aspirent à l'indépendance et à la liberté, alors qu'elles ont été refusées au peuple cambodgien victime de l'agression US, au peuple égyptien dans sa ri-

poste aux agresseurs israéliens. Elles représentent par ailleurs pour Moscou, devenu l'un des premiers marchands de canons du monde, outre un moyen de pression, de chantage, d'ingérence, une fructueuse source de profits impérialistes.

Dès l'ouverture de cette session, le porte-parole yougoslave a donné le ton en

s'élevant « contre les tentatives d'un petit groupe de puissances nucléaires d'imposer leur monopole au transfert et à l'utilisation de la technologie nucléaire, sous prétexte d'éviter la prolifération. La technologie et la science constituent l'héritage commun de l'humanité toute entière et ne peuvent pas être le privilège d'un seul pays. »



Missile soviétique

Course aux armements

Une folle escalade qui menace tous les peuples

Ce sont les deux superpuissances, par les énormes moyens économiques, financiers, technologiques dont elles disposent, par aussi leur commune prétention à dominer le monde, qui sont aujourd'hui responsables de la criminelle course aux armements qui menacent tous les peuples de la terre. Leur panoplie meurtrière ne cesse de s'enrichir quantitativement et surtout qualitativement.

Sur le plan nucléaire, à l'heure actuelle, URSS et USA peuvent lancer sur simple pression d'un bouton des missiles intercontinentaux dont les charges nucléaires représentent aujourd'hui 1 300 000 bombes de type Hiroshima. Leurs armes nucléaires tactiques, à l'échelon local, ont la puissance de 50 000 bombes d'Hiroshima.

Elles disposent d'un arsenal de fusées à têtes multiples indépendantes, à objectifs différents (MIRV) et bientôt à direction modifiable en fin de trajectoire (MARV). Leur précision de tir est actuellement d'une dizaine de mètres, après une course de 13 000 kilomé-

tres. Elles construisent à tour de bras des armes « intelligentes », attirées par leurs cibles, des mines enfouies au fond des mers, des bombes planantes guidées par télévision, des obus « enrichis » avec des résidus d'uranium, des hélicoptères d'attaque, des canons volants antichar, des radars volants et radars transhorizons qui permettent de photographier toute la planète en détail.

LA SCIENCE AU SERVICE DE LA GUERRE

La guerre spatiale est déjà à l'ordre du jour. Les

satellites sont susceptibles de receler des bombes nucléaires ou d'autres armes plus modernes. Chacune met au point aujourd'hui ses satellites antisatellites.

La guerre chimique, principalement le recours aux gaz, fait l'objet de recherches constantes malgré les accords internationaux, comme la guerre radiologique ou la guerre bactériologique utilisant bactéries et virus pour détruire les récoltes, le bétail et les hommes.

La guerre météorologique, enfin, semble pouvoir être opérationnelle à la fin du siècle : raz-de-marée, pluies diluviennes ou sécheresse et famine pourront ainsi être provoquées.

NE PAS RESTER PARALYSÉ

Cet arsenal a de quoi faire frémir les peuples du monde qui doivent connaître ce que les superpuissan-

ces trament entre eux. Ils ne doivent pourtant pas en avoir peur. La guerre chimique ou même bactériologique n'a pu venir à bout du peuple vietnamien. Les bombardements « en tapis » des B-52 américains n'ont pas empêché la victoire du peuple cambodgien. La menace nucléaire soviétique n'a pas fait plier le peuple chinois qui a organisé toute sa défense populaire en tenant compte et en prévoyant de transformer ses souterrains stratégiques anti-nucléaires en quartier général d'attaque contre un éventuel envahisseur.

En luttant avec vigueur contre les préparatifs de guerre des deux superpuissances et notamment ceux de l'URSS, qui ne cesse de gagner du terrain sur les USA en ce domaine, nous ne devons pas oublier ces leçons : aucun matériel, si moderne soit-il, ne peut venir à bout de la détermination d'un peuple qui lutte pour une juste cause.

A propos

Feu sur les intellectuels ?

Déjà dans son rapport à la dernière réunion du Comité central, Marchais les avait pris pour cible : « Il y a aussi quelques camarades qui nous prêtent leur propre désarroi » avait-il dit. Ces « quelques camarades » sont les intellectuels contestataires, traités, quelques lignes plus bas, de « liquidateurs du parti », sans parler de l'ironie sur le fait qu'il est plus facile d'écrire de derrière un bureau que de lutter sur le terrain avec la base.

Puis vinrent les attaques nominales contre Althusser et Elleinstein, de la part des dirigeants du PCF, puis de la part des dirigeants soviétiques aujourd'hui contre Elleinstein.

Marchais et Brejnev, remis en cause et critiqués, ont ainsi trouvé des boucs-émissaires : les intellectuels. Cela permet tout d'abord d'éviter le problème de fond : la contestation générale qui touche l'ensemble du PCF et toutes les classes sociales en URSS.

Cela n'empêche pas, par ailleurs, le PCF d'utiliser, quand il le faut, les compétences des intellectuels pour écrire (« sur commande », comme le dit Althusser) le « Traité sur le capitalisme monopoliste d'État », par exemple. Comme cela n'empêche pas l'URSS de vanter ses savants quand une fusée russe s'envole dans l'espace.

Cela n'empêche pas non plus Marchais de flatter les intellectuels dans son rapport au 22e congrès et de se montrer alors bien opportuniste avec eux. Voici le texte intégral de l'appel que leur a alors lancé le premier secrétaire du PCF : « Nous disons aux intellectuels des différentes disciplines : votre activité crée pour la nation des richesses, des valeurs irremplaçables. Vous contribuez, dans des domaines où personne ne peut le faire à votre place, à frayer les chemins de l'avenir. Mais vous êtes aujourd'hui frappés dans votre situation, dans votre travail créateur, dans vos espérances. Rejoignez l'Union du peuple de France pour ouvrir la voie au renouveau du pays ».

Pas un mot de l'unité avec la classe ouvrière, ni du socialisme (« le renouveau du pays »... capitalisme ne peut pas vouloir dire : socialisme). Or, ce sont là les deux points importants à considérer.

Depuis toujours, par contre, les marxistes considèrent que les intellectuels qui veulent servir l'histoire doivent mettre leurs connaissances et leur activité toute entière au service de la classe ouvrière. Ils n'ont pas à rougir d'être intellectuels. Nul ne peut leur reprocher cela. La grande question est de savoir, si oui ou non, ils servent concrètement la classe la plus révolutionnaire, la classe ouvrière et son combat pour le socialisme.

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre,
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Profession

Pour toute correspondance,
téléphonez au numéro suivant :

205 51 10

L'URSS intervient dans le débat au sein du PCF

« La presse bourgeoise vante et popularise Elleinstein. Il est donc utile à la bourgeoisie, il est donc nuisible à la classe ouvrière et à ses partis ». Cette appréciation est de l'hebdomadaire soviétique « Les Temps nouveaux », dans son dernier numéro. Cette intervention soviétique dans le débat interne du PCF a au moins le mérite de rappeler le poids que pèse l'URSS sur le parti de Marchais.

Il y avait déjà un certain temps que l'URSS ne s'était pas attaquée aux partis dits euro-communistes ou à leurs personnalités les plus en vue.

LE PARALLELE AVEC LE FASCISME

Ce que le journal officiel russe reproche à Elleinstein, c'est d'avoir critiqué l'URSS dans la presse française et d'avoir, par exemple, établi dans le magazine « Faire », « un parallèle entre le rôle de l'État sous le socialisme et sous le fascisme ».

Au-delà des questions d'apparence théorique sur l'État, c'est bien le fait même qu'un intellectuel, membre du PCF de surcroît, ose critiquer l'URSS qui est remis en cause. Le journal se demande « comment le directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes auprès du Comité central du Parti communiste français peut attaquer (l'URSS) avec un tel acharnement. C'est impossible à comprendre et encore plus à justifier ».

Le fait qu'Elleinstein critique, par exemple, le man-

que de liberté en URSS (ce qui est un fait indéniable et prouvé) est qualifié de remarques « tout à fait révoltantes, fausses et calomnieuses ».

C'EST QU'IL DICTE MOSCOU

Dire après avoir lu ce texte que Moscou entend dicter sa loi à l'intérieur des partis liés à lui, et en l'occurrence au PCF, est une évidence.

Le journal russe demande qu'Elleinstein soit « condamné ». Il lance même les actes d'accusation (traditionnels) : « antisoviétique, anticommuniste et ennemi du socialisme ».

Si Elleinstein était en URSS, il subirait sans doute le même sort que le contestataire Orlov...

Bien sûr, le journal soviétique se garde bien de dicter clairement ses ordres au PCF, il fait comprendre ce qu'il veut que fasse le Comité central du Parti communiste français, mais il affirme que chaque parti est libre de chercher ses propres voies.

Mais cette affirmation est suivie d'une précision :

Rectificatif

Plusieurs inversions de paragraphes survenues dans l'édition du vendredi 26 mai à la fin de l'article de Claude Lebrun intitulé « A propos de la conférence franco-africaine : « Concentrer l'essentiel des coups sur la cible principale » en ont altéré la signification. C'est pourquoi nous reproduisons ici la fin de cet article. Après avoir montré comment le social-impérialisme russe représente actuellement l'impérialisme le plus dangereux en Afrique, la cible principale contre laquelle doit être concentré l'essentiel des coups, Claude Lebrun écrit :

Bien sûr, tout en concentrant l'essentiel des coups sur la cible principale, les peuples et pays d'Afrique luttent également contre les autres impérialistes quand ils les agressent ou veulent étendre à leurs dépens leur influence. Ainsi, les luttes de libération nationale se développent comme au Zimbabwe, en Azanie, en Namibie. Au Sahara occidental, au Tchad et ailleurs, ils s'opposent à toute ingérence étrangère y compris celle de l'impérialisme français.

Mais, prendre à l'heure actuelle l'impérialisme français comme cible principale, le présenter comme le principal gendarme de l'Afrique, tel que le font les dirigeants révisionnistes du PCF et les trotskistes, c'est en fait faciliter la

pénétration du social-impérialisme en Afrique, lui donner des armes pour, par la suite, asphyxier l'Europe.

Les peuples d'Europe doivent s'unir aux peuples et pays d'Afrique. Ils doivent pour cela lutter contre les menées des impérialistes européens et bien entendu, en ce qui nous concerne, avant tout contre les agressions perpétrées par l'impérialisme français.

Mais il ne faut pas oublier que la cible principale, comme le danger principal commun, contre lesquels doit être concentré l'essentiel des coups, sont constitués par les deux superpuissances, et tout particulièrement par la plus dangereuse et la plus agressive : le social-impérialisme.

Claude LEBRUN

« sur la base bien entendu des principes communs, des lois générales qui distinguent le socialisme du non-socialisme ». Bref, chaque parti peut faire ce qu'il veut... tant qu'il est d'accord avec Moscou. Il suffisait de le redire. C'est chose faite.

ALORS, LA MAIN DE MOSCOU ?

Le Comité central du PCF sera obligé, une fois de plus, de crier bien fort qu'il est tout à fait indépendant de Moscou. On peut toutefois constater une fois de plus qu'il continue de qualifier de socialiste un pays qui est un camp de concentration et qui intervient militairement partout dans le monde et un parti qui s'ingère publiquement et grossièrement dans les affaires intérieures des autres partis.

Dire cela nous place sans doute sous la condamnation « d'anticommunistes, alliés à l'aile droite du PS ». C'est une accusation que le Comité central du PCF distribue à tour de bras aujourd'hui à quiconque le critique... ou fait allusion à ses rapports avec Moscou.

Qu'il nous soit seulement permis de constater que le texte publié dans le dernier numéro des « Temps nouveaux », sous la signature très officielle de Youri Sedov est bel et bien de façon évidente un rappel à l'ordre lancé par le parti de Brejnev à celui de Marchais.

Même si cela n'explique pas toute la politique du PCF, force est de constater que le parti russe avec lequel le PCF garde des liens de « parti frère » entend bien dicter sa loi...

LE NUMÉRO 16 DE PROLÉTARIAT EST PARU

SOMMAIRE DU No 16

ÉDITORIAL - Les résultats des élections et la lutte contre le révisionnisme.	
Jacques JURQUET	page 3
FRONT PAYSAN - Éleveurs intégrés, la firme Wessafic au banc des accusés.	
Michel DOURAT	page 8
- Contribution à l'analyse des classes à la campagne. (Enquête dans un canton de l'ouest de la France).	
Lucien NOUVEAU	page 11
ANALYSE ÉCONOMIQUE - La crise dans la construction navale.	
Par des camarades de St-Nazaire	page 21
130e ANNIVERSAIRE DU « MANIFESTE » - « Ils n'étaient qu'une poignée et ils sont allés de l'avant ». Discours de Fernand LEFEBVRE au meeting de Bruxelles (extraits)	page 32
- Discours de Jacques JURQUET (texte intégral)	page 36
DOCUMENTS DU IIIe CONGRÈS DU PCMLF	
- Salut aux partis frères	page 2
- Communiqué	page 39
- Rapport politique	page 40
- Situation internationale	page 43
- La situation en France et les tâches du parti	page 55
- Un seul parti marxiste-léniniste en 1978	page 75
- Résolution sur la pensée-maotsetoung	page 78
INDONÉSIE - « L'ordre nouveau » chancelle !	
Pierre DUQUESNE	page 80
- Document : déclaration du PKI	page 85
FRONT CULTUREL : John HEARTFIELD, photomonteur communiste	
Thierry DUFRENNE	page 87
NOTES DE LECTURE - Le groupe Octobre de Michel Fauré - Marxisme et Algérie de René Gallissot - Communisme et nationalisme en Algérie d'Emmanuel Sivan - Combat-musique - Miliciennes des îles de Li Jou-tsing - Histoire de la Chine moderne des Éditions du peuple de Changhaï	page 90

ABONNEZ-VOUS, PASSEZ VOS COMMANDES

A L'ADRESSE SUIVANTE

PROLÉTARIAT

Revue théorique et politique

BP 320

13213 Marseille Cedex 1

CCP : 2130 89 H Marseille

Tél : 16 (91) 90 97 07



● Lorient

Grève des garages et réparation gratuite

Plus de soixante mécaniciens de divers garages lorientais sont en grève illimitée. Ils sont tous à la CFDT, seul syndicat implanté dans les garages. Sont concernés les garages Renault, Opel, Simca, Peugeot.

En 1974, une grève de neuf semaines avait eu lieu et avait été victorieuse. Pendant cette grève, des liens avaient été tissés avec le syndicat « Paysans-Travailleurs ».

Les revendications sont les suivantes : augmentation de 2,50 F de l'heure unifor-

me pour tous. Les salaires horaires seraient de 12,85 F pour les OS 1 à 18,50 F pour les OP 3. Ils exigent aussi le 13^e mois uniforme pour tous, une baisse du temps de travail de 42 h 30 à 41 h 15 par semaine sans perte de salaire, une semaine de congés supplémentaires.

Ils mènent une grève combative, très populaire et réparent gratuitement les voitures des gens. Pour cela, ils se sont installés tous sur une place de la ville.

Correspondant HR

● Eaton-St-Nazaire

Le travail reprend et la lutte continue

Les travailleurs de Eaton sont en lutte depuis plusieurs semaines sur les problèmes de classification quand la direction décide de mettre à pied trente travailleurs (voir HR No 891 et 888).

La grève reconductible et deux journées « portes ouvertes » étaient alors la riposte à cette manœuvre de division. La direction a voulu mettre au pas les travailleurs et leurs organisations syndicales : elle exigeait des

engagements individuels à reprendre dans des « conditions normales » (avec les cadences, les brimades, les bas salaires).

Vendredi matin, le travail a repris. Les travailleurs ont obtenu l'annulation de fait des trente mises à pied. Ils n'ont pas renoncé, comme la direction prétendait l'exiger, à leurs diverses formes de luttes précédentes. La lutte va se poursuivre sur les classifications.

Correspondant HR

Grève des vacataires de l'enseignement supérieur

L'Association nationale des étudiants vacataires de l'enseignement supérieur (ANEVES) a lancé mercredi un mot d'ordre national de grève administrative illimitée.

Ce mouvement, qui consistera notamment à ne pas transmettre à l'administration des universités les notes de contrôle continu et d'examen des étudiants vise à appuyer la revendication de « transformation des postes de fait qu'occupent les vacataires en postes budgétaires ». Les enseignants vacataires réclament en outre l'alignement de leurs rémunérations sur celles des assistants non-agrégés ainsi que la sécurité de l'emploi,

le droit au congés payés et une couverture suffisante par la Sécurité sociale.

Les enseignants vacataires (au nombre de 2 500 selon l'ANEVES et de 450 seulement selon le ministère des universités) sont payés par les universités sur des crédits de vacation et d'heures complémentaires d'enseignement, mais exercent la plupart du temps à part entière des services d'enseignement et de recherche souvent depuis plusieurs années. C'est pour cette raison que l'ANEVES considère que ses adhérents sont de véritables « assistants sans poste » et réclame un plan d'intégration des enseignants « hors-statut ».

COMMUNICATION DE PRESSE

Une journée culturelle pour la Turquie est organisée par l'Union des Étudiants de Turquie en France le 28 mai à 14 h 30. Un montage poétique des œuvres de Nazim Hikmet par Jean-Michel Foucault, une pièce théâtrale « La mine d'Alpagut » par un groupe d'étudiants et de travailleurs participant actuellement au 2^e festival international du théâtre libre à Berlin, des danses folkloriques, des chants populaires par le chœur de l'UETF et par la bande kurde Temo, seront les principales manifestations de cette journée culturelle. Dimanche 28 mai, à 14 h 30, Palais des Glaces, 37, rue du Faubourg du temple - Métro : République.

● Angers

Les pompiers ne veulent plus travailler 84 heures par semaine !

Contrairement aux pompiers parisiens, les pompiers de province sont employés par les villes, districts ou départements. Les pompiers du district d'Angers sont en grève depuis deux semaines pour obtenir de meilleures conditions de travail et une augmentation des effectifs. Ils ont organisé, le dimanche 21 mai, une journée « portes ouvertes ».

Les pompiers sont de service 24 heures de suite pour 24 heures de repos, ce qui leur fait des semaines de 84 heures. Et ces 84 heures ne consistent pas à assurer une simple présence : ils ont tellement de travail à faire qu'on leur a supprimé l'heure journalière de sport et l'heure de manœuvre.

Pendant la visite, on a pu voir les chambres où doivent vivre soixante-sept pompiers non-logés, pendant leur service et en dehors de leur travail : des chambres de quatre, avec juste la place de quatre lits et quatre armoires. Certaines chambres individuelles n'ont même pas de fenêtre ! Quant aux « logés », certains qui se sont vu attribuer un T2 ou un T3, il y a plusieurs années, ont maintenant plusieurs enfants.

Les revendications des pompiers sont donc :

- Augmentation des effectifs pour pouvoir faire 24 heures de service pour 48 heures de repos.

- Construction de centres d'intervention décentralisés, ce qui permettrait de libérer les locaux.

La grève des pompiers ne concerne pas, bien entendu, les interventions : elle se limite à une grève administrative et au refus d'assurer la surveillance des spectacles.



LE MAIRE PS VEUT FAIRE DES RETENUES DE SALAIRE

Mais cela n'est pas du goût de M. Monnier, maire PS d'Angers, président du district et comme tel, patron des pompiers. Alors que les pompiers assurent la quasi-totalité de leur service, il entend leur retenir la quasi-totalité de leur salaire - y compris pour les jours de repos - . Il agit ainsi exactement comme le gouvernement, lorsque celui-ci veut appliquer la « loi sur le service fait », qui permet de retenir la totalité du salaire d'un fonctionnaire lorsque le service fait par ce dernier ne plaît pas au supérieur hiérarchique.

Les pompiers demandent un échancier pour la satisfaction de leurs revendications et sont prêts à continuer la lutte jusqu'à ce qu'ils aient des engagements fermes ainsi que le paiement des jours de grève. La journée « portes ouvertes » a été l'occasion, pour de nombreux Angevins de venir

voir les conditions de travail des pompiers et de leur apporter leur soutien. Correspondant HR Angers

Dans les services du Premier ministre 66 % de non-titulaires

Raymond Barre qui se répand quasiment tous les jours soit à la radio, soit à la télévision et parle à tour de bras de l'emploi, ne manque pas de souffle, c'est le moins que l'on puisse dire.

A l'en croire, il fait tout son possible pour assurer du travail à tous, limiter les licenciements, accroître le bien-être des travailleurs. Les syndicats de ses services n'ont pas du tout l'air d'apprécier ses déclarations, pas plus que nous d'ailleurs. Voici ce qu'ils déclarent :

« En premier lieu, nous vous faisons remarquer que le nombre de non-titulaires ne cesse d'augmenter : il atteint actuellement les deux tiers du personnel de la DF. Les stagiaires de la direction de la fonction publique nous apprennent que vos services détiennent le record du pourcentage de non-titulaires dans les administrations. Qu'en est-il donc de la volonté affirmée de réduire le nombre des non-titulaires, grâce à la création de postes de titulaires ?

« Mais nous voudrions aussi attirer votre attention sur le sort des agents sur contrat (non-titulaires payés sur recettes, catégorie propre à la DF, assurant des tâches techniques) et sur leurs revendications : reclassements, élaboration d'une nouvelle grille d'évolution des carrières et d'un statut. Or, les reclassements proposés par la Direction ont systématiquement défavorisé les travailleurs manuels dont les salaires et la car-

rière sont déjà peu enviables. Est-ce que cela va dans le sens de la « revalorisation du travail manuel » que vous préconisez ? »

Donc la réalité est toute autre que ne le décrit le professeur Barre. Une fois de plus, il veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

RÉPONDRE PAR LA LUTTE

La politique antipopulaire qu'il conduit depuis bientôt deux ans ne fait que s'aggraver. Tout est prétexte à faire des économies, à gagner de l'argent sur le dos des travailleurs. Le témoignage des syndicats des services du Premier ministre doit servir d'exemple afin de démontrer qu'il ne suffira pas d'aller négocier bien sagement autour du tapis vert.

Aux licenciements, à la restructuration, la classe ouvrière doit répondre par l'occupation.

A l'embauche des intérimaires, vacataires, on doit répondre par : « Titularisations des auxiliaires », « Embauche définitive ». Chaque concession faite aux capitalistes se retourne contre les travailleurs. La tactique des directions syndicales l'a largement prouvé depuis bien longtemps.

FETE POPULAIRE DU «GRI»

Le 4 juin 1978 Pignan (Hérault)

Rassemblons nos forces pour le socialisme

FETE POPULAIRE ORGANISEE PAR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ET L'HUMANITE ROUGE

DIMANCHE 11 JUIN, DE 10 H A 22 H
Parc de Loisirs de Valabre (Route Luynes-Gardanne)
Bouches-du-Rhône

Pour tout contact, ou demande de participation, téléphoner la journée au 16 91 90 97 07



● PCUK, secteur chimique de PUK Là-aussi, restructurations et licenciements

Face à la « mauvaise conjoncture internationale, à la morosité de la conjoncture française, face aussi à la situation très médiocre pour l'industrie chimique européenne et à la grande crise du textile européen ».

PUK, produits chimiques Ugine-Kühlmann, de par la logique de leur course au profit maximum, estime « devoir » restructurer ses entreprises.

Le fait que le résultat cumulé d'exploitation du

PCUK fait apparaître des pertes d'environ 150 millions de francs, surtout en fin d'année permet à la direction de justifier des mesures antisociales de plus en plus importantes (bien qu'il faille remarquer que PCUK dégage 270 millions de francs d'amortissement, 195 millions de frais financiers qui ont bien été gagnés sur le dos des travailleurs.

Deux réunions de CCE (Comité central d'entreprise), l'une le 21/12/77 et l'autre le 17/5/78 mettent bien en évidence cette politique antisociale :

- Chômage partiel à Noël 77 dans quatre usines (Villers St-Paul, St-Clair du Rhône, Oissel, Brignoud)

- Fermeture de l'établissement d'Yvours (250 personnes).

- Liquidation des fabrications d'ammoniac et d'urée à Paimbœuf (120 personnes).

- Liquidation à terme du site d'Aubervilliers (230 personnes).

- PCUK continue les cessations anticipées d'activités (CAA) des membres du personnel âgés de 60 ans ou plus en 1978.

du Groupe Plastic Plat (Hutchinson) avaient été séquestrés la nuit dernière dans les bureaux de l'entreprise à Isse par les ouvriers qui voulaient qu'ils manifestent à leurs côtés à Châteaubriant. Les deux directeurs ont été libérés mercredi à 5 h du matin par les gardes mobiles de St-Nazaire.

La manifestation a été suivie d'un meeting. Le cortège s'est disloqué en fin de matinée dans le calme.

(Oissel, St-Clair-du-Rhône, Villers-St-Paul) et le siège social, puis dernièrement dans treize établissements sur vingt-six que compte la société.

Ce projet avait pour objectif d'essayer de parvenir à un redressement des résultats de la société sans avoir « recours à des mesures de licenciements collectifs tout en permettant une diminution de l'effectif de la société ».

Mais la crise capitaliste est telle que PCUK est « obligé » de licencier ouvertement par gros paquets, en vue de « lutter contre la concurrence européenne et mondiale ». En effet, l'industrie chimique française bat de l'aile. C'est pourquoi, par exemple, le 16 mai 1978 CDF-Chimie et PCUK « ont décidé de rechercher les moyens de renforcer leur potentiel industriel pour améliorer leur compétitivité et d'étudier une rationalisation de certaines de leurs activités ». Tel est le cas de la quasi-fermeture de l'établissement d'Yvours, alors que cette usine n'est en route que depuis 1966.

Tout ceci se fait dans un but de pouvoir continuer à exploiter les travailleurs et trouver le débouché ou personne n'a encore mis les pieds, le fameux « créneau » afin de faire de gros profits.

Nouvelle explosion aux usines d'artifice Ruggieri

Une explosion dont l'origine n'a pas encore été déterminée, a causé des dégâts matériels importants, mercredi, peu avant sept heures, dans l'usine Breynat de l'entreprise de fabrication d'artifices Ruggieri, à Monteux (Vaucluse).

Le personnel, dont l'effectif atteint une centaine de personnes a refusé, à l'exception d'une dizaine d'employés, d'entrer dans l'usine, mercredi matin. Le souvenir des explosions précédentes - trois en cinq ans - dont la dernière, le 12 avril 1977, avait fait deux morts et trente blessés est encore frais.

● Châteaubriant

Manifestation contre les licenciements

Une manifestation qui a réuni plus d'un millier de personnes s'est déroulée mercredi dans les rues de Châteaubriant (Loire-Atlantique) à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FEN pour la sauvegarde de l'emploi dans la région.

Une importante délégation des usines Atlas d'Isse (Loire-Atlantique), où 221 licenciements ont été annoncés, a participé à cette manifestation. Le directeur de l'usine Atlas et le PDG

UN MOIS DE REPORTAGE EN CHINE

DES JOURNALISTES RACONTENT...

Pendant un mois, des journalistes de l'« Humanité rouge » ont parcouru la Chine à l'invitation du « Quotidien du peuple », organe du Comité central du Parti communiste chinois. A partir de notre édition du lundi 29, et chaque jour jusqu'en juillet, nous consacrerons une page de notre journal aux articles, interviews et reportages qu'ils ont raménés de Chine.

Lisez et faites lire cette série qui se poursuivra jusqu'en juillet (passez dès maintenant vos commandes à l'administration pour vous procurer la double page centrale de l'édition du 26 mai tirée à part, en affichettes, destinées à être collées en certains points précis : près des usines, dans certains quartiers, à proximité des kiosques diffusant notre journal).

Abonnez-vous et faites abonner à l'« Humanité rouge » quotidien.

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Pendant la durée de la série, les lecteurs qui s'abonneront pour un ou trois mois recevront un classique du marxisme-léninisme (« L'Etat et la révolution » de Lénine, etc.) : Ceux qui s'abonneront pour au moins six mois recevront, selon leur choix, le livre « Dix syndicalistes en Chine » ou « Le Printemps révolutionnaire de Mai 1968 » écrit par Jacques Jurquet.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge bimensuel

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Nos lecteurs qui désirent connaître le bimensuel peuvent en recevoir gratuitement, en nous écrivant, quatre numéros, sans engagement de leur part. Utilisez cette initiative pour élargir l'audience du bimensuel.

Soutien aux indépendantistes tahitiens emprisonnés



Dans le procès des sept indépendantistes emprisonnés, quatre inculpés ne bénéficient d'aucune défense réelle. Il faudrait leur procurer un ou deux avocats. Issus des milieux les plus défavorisés, jamais ils ne pourront financer leur défense ; deux d'entre eux sont passibles de la peine de mort. C'est pour leur procurer un avocat que le « Collectif pour l'information et la popularisation des luttes polynésiennes » (CIPLP) lance une souscription. Six mois pour réunir au moins deux millions de centimes, voilà l'objectif de cette souscription.

Le soutien est à envoyer :
Action intercontinentale
46, rue Vaugirard 75 006
à l'ordre d'Action intercontinentale
CCP 222-3754 E centre Paris
avec mention : au CIPLP, pour la défense des indépendantistes polynésiens.

MEETING-DÉBAT

Vendredi 9 juin à 20 heures
Organisé par le « Collectif pour l'Information et la Popularisation des luttes polynésiennes ».

Et soutenu par : Le Foyer Kanak en lutte, le GRS, l'Humanité rouge, la LUA, l'OCFml, l'UCFml, l'UEG.

Projection de diapos sur le « Mythe de la Polynésie ».
A l'auditorium de l'INODEP
34, avenue Reille - 75014
Métro Cité Universitaire

* Les tracts d'appel au meeting sont disponibles dès vendredi à l'ILN.

Coupe du monde : avant le coup d'envoi

- Nombreuses manifestations mercredi
- Hidalgo : « Je n'aurai pas été scandalisé si le gouvernement avait renoncé à envoyer l'équipe de France en Argentine »

Le départ de l'Équipe de France de football a été marqué par de nombreuses manifestations réprimées souvent par la police.

A l'aéroport de Roissy, Michel Hidalgo, entraîneur de l'Équipe de France, a rencontré des représentants des familles de prisonniers et de disparus en Argentine.

En Argentine même, la junte a réuni les représentants des agences de presse étrangères pour les mettre en garde et les menacer. Avant de commencer, la Coupe 78 a déjà un goût de terreur et de cendres.

L'équipe de France rencontre les parents des emprisonnés et disparus en Argentine

A l'initiative de Michel Hidalgo, entraîneur de l'Équipe de France, les responsables de la Fédération française de football et l'Équipe de France ont rencontré six représentants de familles de disparus ou emprisonnés.

Cette rencontre discrète mais émouvante a montré que les dirigeants du football français avaient été touchés par les derniers événements concernant la Coupe du monde. L'arrestation du journaliste du « Monde », JP Clerc, le témoignage à la télévision de parents dont les enfants ont disparu en Argentine, l'agression contre Hidalgo avaient suscité un choc au sein de l'équipe et une prise de conscience de la signification de la Coupe 78.

Hidalgo déclara : « C'est dommage qu'on ait eu là une occasion un peu tardive. Nous avons été submergés de lettres, certaines étaient des imprécations, d'autres des lettres politiques, nous n'étions pas au courant de votre existence. Si j'avais su tout cela plus tôt, j'aurais demandé

au gouvernement français pourquoi il n'avait pas fait davantage. Mais nous connaissions mal le problème, dans quels termes il se posait. Nous aurions réfléchi plus tôt avec l'ensemble des joueurs ».

Hidalgo a poursuivi en disant qu'il « n'aurait pas été scandalisé si le gouvernement avait renoncé à envoyer son équipe ou s'il l'avait fait sous condition ».

Les responsables très émus ont promis aux parents des victimes de faire quelque chose pour eux et de rencontrer là-bas toutes les personnalités qui pourraient les aider.

A la veille du départ de l'équipe et de ses responsables eux-mêmes en Argentine, et devant le silence du gouvernement sur les atrocités commises contre le

peuple argentin et les ressortissants étrangers et français ces déclarations témoignent d'un certain courage dont on en peut que savoir gré à leurs auteurs.



La junte menace les directeurs de presse

Alors que la prise de conscience de la situation en Argentine grandit, en particulier chez les footballeurs et les journalistes qui se rendront là-bas, la junte, elle, se fait de plus en plus menaçante, ce qui contribue à la démasquer et à l'isoler un peu plus.

Le ministre de l'Intérieur argentin, le général Harguindeguy a réuni les directeurs des agences de presse pour les « mettre en garde » contre toute complicité volontaire ou involontaire avec la « subversion ». Ainsi, les journalistes sont considérés a priori comme suspects. Il faut apprécier au passage la notion de « complicité involontaire » qui permet à la junte de considérer comme suspect n'importe qui, sans la moindre preuve.

Au cours de cette réunion, le ministre de la terreur d'Argentine a demandé au journalistes « la plus grande objectivité dans le traitement de l'informa-



Manifestations dans toute la France

Le gouvernement a interdit et réprimé toute les manifestations de protestation contre l'organisation de la Coupe du monde en Argentine. Celles-ci ont été nombreuses. Nous rendons compte de quelques unes.

DIJON : RÉPRESSION VIOLENTE DE LA POLICE

Trois cents personnes ont manifesté, mercredi 24, contre le Mondial à l'appel du COBA, malgré l'interdiction de la préfecture. Alors qu'ils se rassemblaient place Darcy, au centre de la ville, les manifestants ont été attaqués par la police. Deux escadrons de gendarmes mobiles ont lancé sur eux des grenades lacrymogènes et fumigènes.

Les affrontements se sont prolongés dans la soirée. Une vingtaine de manifestants et de passants ont été blessés. Parmi les forces de l'ordre, il y a eu six blessés dont un sérieusement.

GRENOBLE : HUIT CENTS PERSONNES AU PALAIS DE GLACE

Une réunion de protestation contre le Mondial s'est tenue à Grenoble, réunissant huit cents personnes au Palais de Glace, à l'appel de la FEN, du PS et de la CFDT.

TOULOUSE : SIX CENTS PERSONNES DANS LA RUE

Six à sept cents personnes ont manifesté mercredi soir à Toulouse contre la Coupe du monde de football en Argentine, à l'appel du COBA et d'autres organisations. Il n'y eut pas d'incidents.

LYON : QUARANTE INTERPELLATIONS

Au cours d'une manifestation à l'appel du COBA, une quarantaine de personnes ont été interpellées par la police. Après un fichage anthropométrique, elles ont

été relâchées dans la soirée. La manifestation avait été interdite par la préfecture et a été chargée par la police.

NANCY : LES MANIFESTANTS FONT COURIR LA POLICE

Une centaine de personnes ont manifesté mercredi en fin d'après-midi contre la participation de la France au Mondial. La préfecture avait interdit la manifestation qui a été dispersée par la police, après que les manifestants aient fait courir les flics à travers les rues de la ville. Il y eut des interpellations.

PARIS : INTERVENTION POLICIERE CONTRE UNE ACTION DU COBA

Mercredi après-midi, les comités COBA du Quartier latin ont organisé une action de masse aux angles des boulevards St-Michel et St-Germain. La pétition a reçu de nombreuses signatures. Beaucoup d'affiches ont été vendues de même que quelques brochures.

Les passants étaient très intéressés et les discussions ont été enrichissantes. Il est incontestable que cette action a été une grande réussite.

Mais sans aucune sommation, trois cars de flics (60 environ) sont intervenus rapidement déchirant les affiches, bousculant les personnes présentes et embarquant même des passants qui discutaient avec nous.

Malgré le caractère pacifique de l'action du COBA et le fait qu'on était en train de plier bagages, ils nous ont emmenés au commissariat central de 5e arrondissement et nous ont gardés de 14 h 30 à 20h.

Il faut rappeler que la manifestation du COBA prévue le 25 mai avait été interdite. Le gouvernement français a peur de la réussite indiscutable de la campagne du COBA.

Les COBA du lycée Henri IV, de la Sorbonne, de Jussieu, du Panthéon, de la Maison des Mines.

L'Organisation internationale des journalistes reporters

La situation des journalistes en Argentine est de plus en plus tragique

Le secrétaire général de l'Organisation internationale des journalistes a lancé mercredi un appel aux reporters chargés de la couverture du « Mondial » pour qu'ils donnent également des informations sur les conditions de vie en Argentine.

« La situation de la presse et des journalistes en Argentine, déclare l'OIJ, est de plus en plus tragique, en dépit des appels répétés et adressés par l'Organisation aux autorités de ce pays.

« Des dizaines de journalistes ont été assassinés, des centaines ont disparu, d'autres sont illégalement opprimés, obligés d'émigrer ou d'abandonner leur travail.

« Dans cette situation, ajoute l'appel, le secrétariat général de l'OIJ incite tous les journalistes du monde entier qui couvriront le Mondial à donner, outre les informations sportives, des articles retraçant les conditions de vie du peuple argentin ».

Pour la première fois

Des journalistes américains au Kampuchéa démocratique (Cambodge)

Ce sont des membres du Parti communiste (ML) des USA

Hier, nous avons commencé à présenter le reportage de nos camarades américains au Kampuchéa démocratique (Cambodge).

Ils abordèrent, entre autres questions, celle de l'après-libération et des réactions à l'étranger autour des prétendus massacres. Ils nous ont donné un premier aperçu des transformations dans ce pays. Voici la suite de leur reportage.

Un membre du Parti communiste a expliqué : « Vous voyez, les impérialistes ont mauvaise conscience, c'est pourquoi ils répandent tant de mensonges sur notre pays. En cinq années de guerre, de 1970 à 1975, l'impérialisme américain fut responsable de la mort de 800 000 personnes de notre peuple, plus de 12 % de notre population. Maintenant, Carter et les autres impérialistes essaient de nous accuser de « génocide » et d'assassinat collectif dans le but de détourner l'attention sur le fait que ce sont eux qui ont commis ces crimes barbares au Kampuchéa ».

POURQUOI L'ÉVACUATION DE PHNOM PENH ?

Un autre de ces « gros mensonges » qui a circulé à propos du Kampuchéa est que Phnom Penh est devenue une « ville-fantôme » et que toute la population fut « déportée de force » ou tuée.

Nous avons passé plusieurs jours à Phnom Penh et nous avons constaté que cette ville était presque totalement évacuée. Cette décision fut prise pour plusieurs raisons : tout d'abord il n'y avait pas d'approvisionnement en nourriture dans la ville (comptant 600 000 habitants avant-guerre et 3,1 millions en 1975).

Toutes les routes et chemins de fer menant à la campagne avoisinante avaient été bombardés et détruits. Les champs de riz autour de la ville ont été défoliés par des produits chimiques américains, et les forces de libération manquaient presque totalement de moyens de transport pour acheminer la nourriture dans la ville.

La seule solution à ce problème a résidé dans le déplacement de la population vers la campagne avoisinante où le système agricole de coopératives qui avait réussi pendant plusieurs années dans les zones libérées, était en mesure de la nourrir.

LES MENACES DE COMLOT

De plus, l'ennemi complotait pour reprendre le pouvoir en utilisant Phnom Penh comme base. Les agents de la CIA et du KGB étaient tapis partout dans la ville, sans compter les agents d'autres forces réactionnaires. Ils avaient tous des caches d'armes spectaculaires et des équipes

de communication électroniques pour être en relation avec leurs maîtres (bon nombre d'entre eux furent trouvés cachés dans la ville après l'évacuation).

Des documents indiscutables furent découverts, documents qui prouvaient que ces réactionnaires projetaient d'attendre le moment opportun, (quand le nouveau gouvernement aurait à faire face à de nombreuses difficultés) pour fomenter alors un coup d'État à Phnom Penh, soutenu par des invasions venant de l'extérieur.

On nous a donné un important dossier sur ces plans. L'évacuation de Phnom Penh fut un remarquable déplacement stratégique qui fit échouer ces plans. De plus, l'évacuation ne fut pas une « déportation forcée » comme l'a présenté Carter dans son récent discours au congrès américain. (Comment les impérialistes US osent-ils parler de « déportation forcée » quand, les premiers, ils déportent par la force un million de travailleurs mexicains chaque année !).

Pendant dix jours, après la Libération du 17 avril, les cadres du Parti communiste ont expliqué les mesures d'évacuation aux masses de Phnom Penh.

Pour leur plus grande part, les masses ont soutenu cette décision une fois qu'elle l'eurent comprise. En fait, la majorité des gens quittèrent la ville de leur propre initiative, retournant vers leur village natal, qu'ils avaient quittés pour devenir des réfugiés, suite aux bombardements américains qui avaient détruit leurs maisons et leurs rizières.

Dans la campagne avoisinante, nous avons rencontré un travailleur qui avait vécu autrefois à Phnom Penh et travaillé pour les Français possédant une brasserie, la BGI, jusqu'à la Libération. Voici ce qu'il nous a raconté : « Au début je n'ai pas compris pourquoi nous devions quitter la ville. J'étais réticent pour partir. Mais maintenant, je comprends et je suis d'accord avec cela. Notre vie, dans les coopératives est bien meilleure qu'à Phnom Penh. Nous avons largement à manger, et les paysans de la localité ont partagé tout ce qu'ils avaient avec nous qui venions de la ville ».

Aujourd'hui, Phnom Penh est réellement en train de croître car les ouvriers retournent à la ville pour établir de nouveaux ateliers et de petites usines.

Nous avons appris que l'actuelle population de la ville tournait autour de 200 000 habitants.

Bien que la plupart des rues soient vides, nous avons également vu plusieurs quartiers qui étaient actifs, avec un développement dans l'industrie légère.

TANT DE TRANSFORMATIONS !

Il y a tant de choses à dire sur le nouveau Kampuchéa et son peuple ! Nous avons étudié le système des coopératives dans lequel 90 % de la population est organisée, et nous avons eu l'occasion de visiter une coopérative. Nous avons étudié aussi l'éducation et la santé.

Nous avons rassemblé des documents sur l'histoire de la guerre de Libération, y compris les premières actions des combattants de guérilla.

Nous avons même visité la salle d'état-major à Phnom Penh, conservée exactement telle qu'elle était lorsque les forces de Libération entrèrent dans la ville, le 17 avril 1975 et à partir de laquelle, les impérialistes US et leur fantôme Lon Nol, dirigeaient la guerre.

Nous avons étudié l'histoire du Parti communiste du Kampuchéa dont l'existence organisationnelle fut tenue totalement secrète, de sa fondation en 1960 jusqu'à ce que son secrétaire, Pol Pot, annonce son existence dans un important discours en septembre dernier (1977).

Notre délégation a également visité Angkor Wat, les anciens vestiges de la culture du peuple du Kampuchéa. Nous avons vu les traces des attaques au napalm que les Américains lancèrent sur Angkor Wat afin d'anéantir les



La délégation du Parti communiste (marxiste-léniniste) des États-Unis a rencontré le camarade Ieng Sary, Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et membre du Comité permanent du Comité central du Parti communiste du Kampuchéa.

troupes de Libération qui protégeaient le temple.

PRES DE LA FRONTIERE

Nous avons enfin visité la région frontalière entre le Kampuchéa et le Vietnam, nous approchant à moins de dix kilomètres de la frontière. Nous avons vu les carcasses des tanks aussi bien soviétiques qu'américains ainsi que d'autres signes des invasions vietnamiennes qui avaient pénétré à 30 km à l'intérieur du territoire du Kampuchéa.

Alors que toutes les troupes vietnamiennes sont aujourd'hui délogées des positions qu'elles tenaient au Kampuchéa, le conflit est loin d'être terminé.

DES DIFFICULTÉS SURMONTÉES

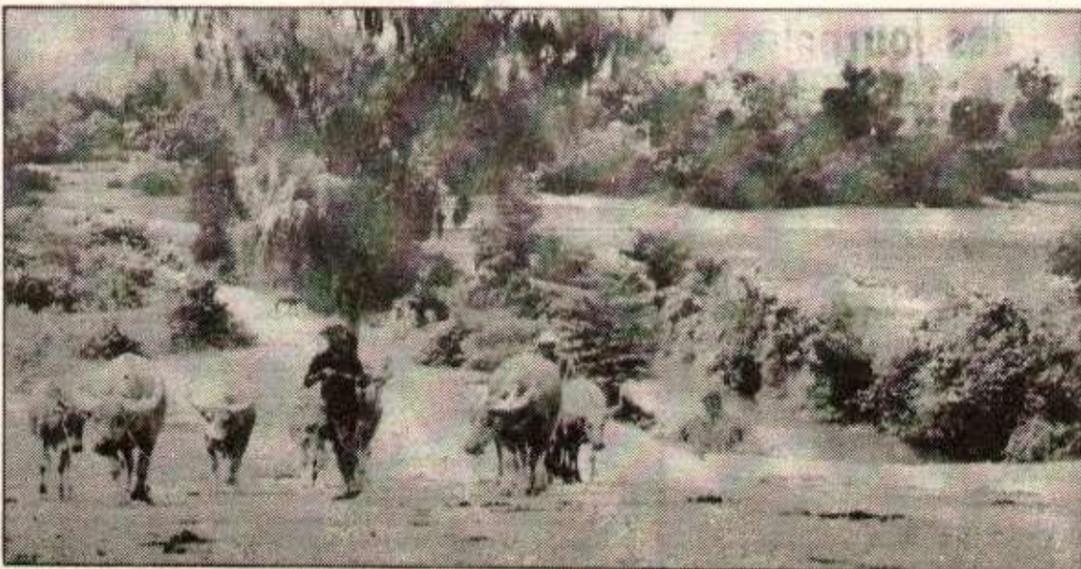
Un point culminant de notre visite fut notre rencontre avec le

camarade Ieng Sary, Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, et membre du comité permanent du Comité central du Parti communiste du Kampuchéa.

Ieng Sary nous a dit : « Nous avons surmonté de nombreuses difficultés depuis 1975, nous avons résolu fondamentalement le problème de la nourriture, des vêtements et de l'habitat. Nous avons anéanti toute tentative de l'ennemi pour renverser notre pouvoir politique à travers des coups d'État ou des invasions. Aujourd'hui, la situation est excellente. »

« Nous apprécions le soutien que nous avons reçu du Parti communiste (marxiste-léniniste) des USA et de toutes les forces révolutionnaires et amies à travers le monde. »

(Les intertitres sont de la rédaction de l'HR.)



Paysans aux champs.

Conférence de l'ONU

Giscard : « Pas de monopole du désarmement »

Bien que l'essentiel de son discours à l'ONU se soit placé dans le cadre d'une politique de désarmement et de détente bien illusoire, Giscard d'Estaing n'en a pas moins porté un certain nombre

Le discours de Giscard peut se résumer à la définition de trois principes et de plusieurs propositions.

LES TROIS PRINCIPES

« La première (idée fondamentale) est qu'il existe pour chaque Etat un droit

légitime à la sécurité (...). La deuxième idée est que le désarmement n'est pas le monopole de quelques-uns, mais doit devenir l'affaire de tous (...). La troisième idée est que l'approche du désarmement doit tenir compte des situations régionales ».

« C'est de la compétition des USA et de l'URSS que pourrait surgir le déséquilibre fatal en Europe »

(Extraits du discours de Giscard à l'ONU)

« Reste la vaste zone qui s'étend sur la plus grande partie de l'hémisphère nord, de l'Amérique à l'URSS en passant par l'Europe. C'est là que se font face, en Europe et en Asie, les premières puissances du monde. C'est là qu'un conflit, s'il venait à surgir, aurait pour l'humanité tout entière les conséquences les plus dévastatrices.

« Sur ce double plan, quantitatif et qualitatif, le rythme de l'évolution est déterminé par les Etats-Unis et l'Union soviétique. C'est de leur compétition que pourrait surgir le déséquilibre fatal. (...)

« La menace qui pèse sur l'Europe ne résulte pas seulement de l'accumulation et du perfectionnement des arsenaux nucléaires. Elle tient aussi à la présence sur notre continent d'une énorme quantité d'armements conventionnels et à leur disparité. (...)

« C'est pourquoi la France propose à tous les pays intéressés à l'avenir de la sécurité en Europe et qui ont participé, à ce titre, à la CSCE (Conférence d'Helsinki - NDLR), de se réunir en une conférence du désarmement en Europe.

de coups de griffe aux USA et à l'URSS. Cela lui a valu la désapprobation discrète de Washington et très nette de Moscou. Mais aussi les applaudissements des pays du tiers monde dont la Chine.

La deuxième idée de Giscard est nettement tournée contre les deux superpuissances qui veulent dicter leur loi au monde et sont les puissances impérialistes les plus armées et les plus agressives : « Certes, les responsabilités des superpuissances dont les dépenses d'armes représentent à elles seules les deux tiers des dépenses mondiales, ne peuvent pas être contestées. La plupart des enceintes où le désarmement se discute ont été créées à une époque dominée par l'affrontement des blocs. Malgré les adaptations qu'elles ont subies, elles continuent d'en porter la marque. Il faut maintenant mettre tous les Etats en mesure de participer à une œuvre d'intérêt commun ».

PLUSIEURS PROPOSITIONS

Comme les conférences diverses sur le désarmement sont aux mains des deux supergrands, Giscard propose de briser ce monopole du désarmement. Dans la mesure où cela s'oppose de fait à l'hégémonie des deux superpuissances, russe et américaine, c'est une excellente chose. Mais il y a aussi derrière cette remarque beaucoup d'illusions sur la possibilité d'obtenir un désarmement réel dans un monde que se disputent les superpuissances.

Toujours est-il que cette constatation amène Giscard à proposer que les conférences existantes soient ou placées sous la direction de l'ONU ou avec la participation de tous les pays.

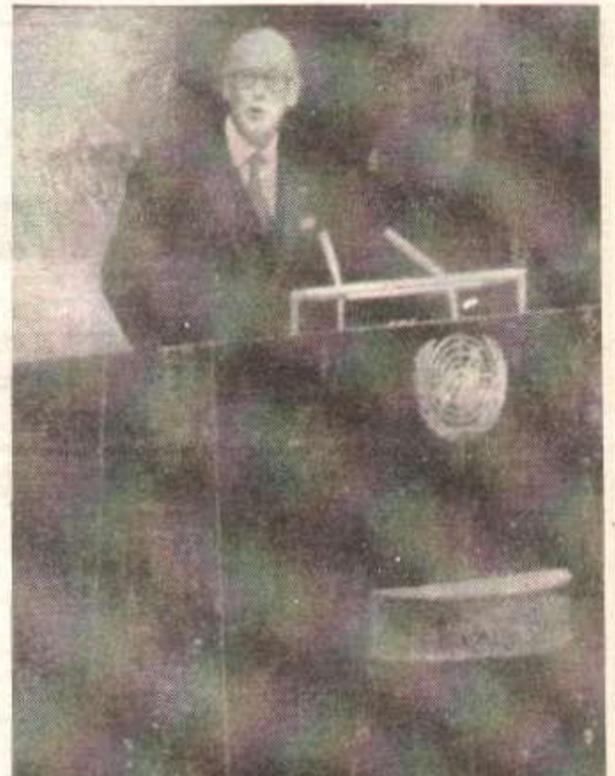
Concrètement, il fera, au nom du gouvernement français des propositions concrètes : création d'une commission particulière de l'ONU pour suivre le désarmement, mise sous contrôle de l'ONU, de la conférence de Genève où siègent seules, à ce jour, les deux superpuissances, enfin création d'un Institut mondial de recherche (scientifique) sur le désarmement.

LES SATELLITES ET L'EUROPE

Les deux propositions les plus intéressantes du gouvernement français concernent sans doute le contrôle par satellite et l'Europe.

Nous reproduisons dans un encart les plus importants extraits du discours sur l'Europe : mise en garde sur le danger de guerre qui existe aujourd'hui dans cette région du monde du fait de la rivalité soviéto-américaine et proposition d'une conférence européenne.

Quant aux satellites, ils permettent de contrôler l'armement ou le désarmement, le déplacement des troupes et des armes dans le monde. Or, « les deux plus



grandes puissances sont seules pour le moment à détenter de tels moyens. D'autres pays, telle la France, les acquerront à leur tour dans les cinq prochaines années. Ils resteront pour longtemps à la disposition d'une infime minorité (...) » souligne Giscard.

C'est pourquoi il propose « la création d'une agence de satellites de contrôle ». Là encore, le but est de briser le monopole, le condominium des deux superpuissances en ce domaine des armes.

Ceux qui n'ont pas aimé ...

Certains n'ont pas aimé le discours de Giscard. Ce sont, on s'en doute, les plus visés : les USA et l'URSS.

Le discours de Walter Mondale, au nom des USA, a insisté sur le fait que l'on ne pouvait pas confier à tous les Etats la responsabilité du désarmement, car tous n'en étaient pas capables. Cette défense du monopole américano-russe en la matière heurte de front le discours giscardien. De même Mondale s'est refusé à toute modification du mode de fonctionnement des conférences internationales.

Mais c'est surtout la délégation russe qui a pris ombrage de la politique giscardienne. Notamment à propos de l'Europe : « Nous n'aimons surtout pas cette idée de conférence européenne sur le désarmement, car elle ne correspond pas aux nécessités ».

Par contre, le discours giscardien fut applaudi en bien des points par les délégations des pays du tiers monde dont la Chine.

Au cinéma LAMAC
Cité scientifique d'Annapes (Villeneuve d'Ascq)
SOIRÉE D'INFORMATION SUR LE
KAMPUCHEA DÉMOCRATIQUE
LUNDI 29 MAI A 20 H

- Expo-photos, documents, projection en exclusivité du film « Kampuchea démocratique », débat avec des représentants du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France.

- Soirée organisée par le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France (Section Lille).

Soutenue par la GUPS (Palestine), le PCMLF, le PCRML, L'UCF (ml), l'UGET (Comité de section provisoire), l'UNEM (Maroc).

PALESTINE VIT ET RÉSISTE

Avec le Groupe des Arts populaires de la Révolution palestinienne (Chants, danses, poèmes, artisanat, spécialités palestiniennes) et le Dr Fathi Arafat, président du Croissant rouge palestinien

DIMANCHE 28 MAI DE 14 A 19 H
Mutualité - 24, rue St-Victor. Paris - 5e
Mo Maubert-Mutualité)

Union générale des étudiants de Palestine
Association Médicale Franco-Palestinienne

Marchais en 68 : « Il faut arrêter les grèves »**Révélation de Garaudy. « L'Humanité » dément**

L'« Humanité » de ce vendredi dément violemment les propos tenus par Garaudy dans le journal trotskiste « Rouge », la veille. Dans cette interview, l'ancien membre du PCF (membre du Bureau politique en 1968) avait confirmé et précisé l'attitude des dirigeants du PCF en Mai-Juin 1968.

« Le Bureau politique, et notamment Marchais, a dit à Ségué : il faut que tu trouves un point de chute, il faut arrêter les grèves. Ségué a fait observer à juste raison qu'on pouvait le faire, que la CGT avait une autorité suffisante, mais qu'on allait perdre des plumes » a déclaré, entre autres, Garaudy à « Rouge ».

Il a même précisé : « On se réunissait tous les jours

et les réunions étaient souvent très chaudes. Ceux qui étaient en contact direct avec le mouvement ne cessaient d'expliquer qu'on ne ferait pas rentrer les gens comme ça, avec une chi-quenaude. Sur ce point, les deux Georges s'opposaient ».

« Je me souviens même qu'un an plus tard, Marchais a lâché dans une réunion : on a peut-être arrêté les

grèves trop tôt. Et Ségué s'est mis très en colère. Enfin, c'est bien toi qui m'as demandé ça, a-t-il répondu, c'est bien une décision politique ! ».

« Et il avait raison. Pour Marchais, continuer la grève aurait été une aventure. Selon lui, les étudiants s'étaient isolés et la classe ouvrière, si elle continuait, s'isolait également. Il fallait donc arrêter le plus tôt possible ».

Le démenti de l'« Humanité » qui a suivi ces révélations de Garaudy, s'il est très violent, est aussi purement gratuit : aucun fait, aucune démonstration, aucune analyse ne viennent prouver que Garaudy aurait

menti. Une « mise au point » de Ségué, publiée dans le même numéro de l'« Humanité » se contente elle aussi de chanter l'air de la calomnie, mais sans aucune preuve.

C'est surtout sur l'indépendance qui existerait entre le PCF et la CGT que l'« Humanité » se fait violente. Garaudy « dénature l'attitude de la direction du parti à l'égard de la CGT, reprenant la calomnie de la subordination de celle-ci au parti communiste ».

Bref, les dires de Garaudy ne sont qu'une attaque ignominieuse et « méprisable perfidie ». Mais l'« Humanité » ne nous dit pas pourquoi...